

Le processus d'industrialisation en Méditerranée (quelques données et éléments de réflexion)

Papayannakis M.

Les échanges méditerranéens

Paris : CIHEAM
Options Méditerranéennes; n. 18

1973
pages 41-55

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI01.02.87>

To cite this article / Pour citer cet article

Papayannakis M. **Le processus d'industrialisation en Méditerranée (quelques données et éléments de réflexion)**. *Les échanges méditerranéens*. Paris : CIHEAM, 1973. p. 41-55 (Options Méditerranéennes; n. 18)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Michel PAPAYANNAKIS

Maître-Assistant
à l'I.A.M.
Montpellier

Le processus d'industrialisation en Méditerranée (quelques données et éléments de réflexion)

Il est difficile de rédiger un document sur les processus d'industrialisation, même lorsqu'il s'agit d'un texte introductif et centré sur les données statistiques, sans présenter la démarche théorique qui le soutient et l'analyse économique dont découlent sa structure et son sens. La tentation est donc grande, d'autant plus que l'on se trouve sur un terrain qui s'offre facilement à la confusion et la démagogie tous azimuts. Le présent document ne prétend pas, à l'étape actuelle, et pour des raisons pratiques de sources, d'espace et de temps, discuter à fond tous les problèmes théoriques et pratiques « en amont » et en « en aval » des processus d'industrialisation. Il sera donc à cet égard sélectif et sommaire, dans le sens que, concernant certaines parties, il procèdera par un certain nombre d'affirmations ou d'hypothèses. Ceci est nécessaire pour bien affirmer dès le départ que l'on ne saurait faire des processus d'industrialisation une analyse fausement « technique » a-historique et apolitique ; et, aussi, pour indiquer quelles sont, à notre avis, les directions dans lesquelles il faudrait orienter les travaux ultérieurs et la critique théorique.

L'industrialisation, problème de production

Il est clair pour nous que les problèmes de l'industrialisation ne peuvent être discutés que sur le terrain de l'analyse « socio-économique » globale, c'est-à-dire dans le cadre de la théorie de l'émergence et du développement des modes de production, de leur construction, de leur coexistence, de leurs articulations et de leur succession.

L'industrialisation étant un problème de production et le point primordial de celle-ci étant, non pas *ce que l'on produit*, mais *comment on le produit*, il est nécessaire de bien se garder d'adopter à la légère certaines démarches qui risquent d'emprisonner dès le début l'analyse qu'elles inspirent dans des conclusions limitées ou douteuses. Nous faisons allusion à celles qui prennent leur point de départ dans la consommation actuelle, les modèles de consommation etc. ; de même à celles qui examinent les processus d'industrialisation en termes de « chances » ou de ressources en mettre en valeur dans les

pays qui les « possèdent » pour le plus grand bien d'eux-mêmes et celui de leurs associés des « pays développés », le tout prenant un air de constatation des évidences, pourtant ignorées ou niées pendant longtemps et jusqu'à hier, au nom d'une prétendue spécialisation en fonction d'avantages illusoire ; de même à celles qui procèdent par une analyse des produits industriels comme si ceux-ci avaient des propriétés intrinsèques et des effets propres sur la structure socio-économique et son développement.

Poser l'industrialisation en tant que problème de production nous renvoie à examiner le processus de développement des forces productives et les rapports sociaux qui le créent, le font avancer ou l'entravent.

Industrialisation et formations sociales

L'industrialisation est la forme historique et spécifique du « développement des forces productives » par le mode de production capitaliste (M.P.C.). En effet, le phénomène décrit comme une « Révolution Industrielle » (qui est en fait la naissance et l'expansion continue du machinisme et de la « grande industrie ») prend racine dans la mutation profonde qui s'est opérée dans certaines formations sociales par l'établissement de rapports de production nouveaux de type capitaliste.

Le processus de destruction et de restructuration radicalement nouvelle des rapports entre classes sociales qui caractérise la naissance et l'évolution de la société capitaliste et le processus qui parallèlement redéfinit et réorganise le travail social et ses nouvelles formes de division et de coopération, sont donc deux processus historiquement liés ; ils sont en fait les deux faces de la même monnaie.

On peut d'autre part avancer les remarques suivantes : a) le machinisme et la grande industrie constituent une étape historique et (donc ?) irréversible du développement des forces productives, entendues ici comme la capacité croissante d'appropriation de la nature, b) le « système des machines » une fois établi et ayant acquis son « régime de croisière », possède sa logique interne de développement.

La naissance du M.P.C. et de la classe capitaliste donne une nouvelle définition et/ou un nouveau contenu à tous les domaines de la vie sociale. Sa domination progressivement établie dans le domaine de la production trouvera une traduction politique et idéologique qui à leur tour la consolideront et garantiront son expansion.

Dans le domaine politique cela signifie un nouveau type d'Etat avec des fonctions (notamment économiques) nouvelles : législation économique, organisation juridique des échanges et, en fait, de toute la vie publique et privée, canalisation, répression et éventuellement récupération du mouvement ouvrier etc.

Dans le domaine idéologique, culturel, de l'éducation et de la formation etc., la restructuration et la réorientation est assez lente mais son sens est clair : création de nouvelles « valeurs », de nouveaux comportements économiques et sociaux, nouvelle « fonctionnalisation » de l'enseignement pour préparer les individus aux « rôles » et aux « places » créés ou planifiés par le système, nouvelle politique de la science, devenue « force productive » de premier plan et qu'il s'agit de canaliser vers les besoins toujours accrus de l'accumulation du capital.

Une nouvelle classe ouvrière se forme et se développe très rapidement dans le cadre du développement général du salariat. Le prolétariat moderne, formé dans la « discipline de fer » de l'usine, composé d'ouvriers industriels juridiquement libres, organisé progressivement dans tous les vieux pays capitalistes en mouvement ouvrier revendicatif caractérisé par une ambivalence sociale fondamentale : il est à la fois l'inquiétant spectre de la contestation radicale du système et l'instrument de travail le plus approprié, le mieux préparé et le plus dynamique pour l'expansion de sa production.

Des nouvelles couches sociales naissent et se développent dans la complexité grandissante de la socialisation du travail, la spécialisation des tâches de gestion, les besoins grandissants d'organisation, de surveillance et de contrôle, de planification, d'études, d'applications de la science etc. Ces couches d'intellectuels (dans le sens le plus large du terme) constituent le corps des officiers qui encadrent et dirigent l'appareil productif. L'importance d'un grand nombre d'entre eux provient du fait qu'ils font de plus en plus partie de cet appareil, sont membres à part entière de « l'ouvrier collectif » qui est la base de la production d'une formation sociale contemporaine.

Les luttes économiques, politiques et, plus rarement, idéologiques, pacifiques ou violentes, revendicatives ou hégémoniques, qui se déroulent dans les formations sociales de ce type, définissent des nouveaux contenus dans tous les domaines de la vie sociale, donnent naissance à des alliances et des « blocs » de pouvoir, modulent des « patterns » dans le développement des rapports de production et des forces productives. Il s'agit de toute une his-

toire concrète qui nous permet de distinguer des différences marquées parmi les vieilles nations industrielles et capitalistes, de parler même (souvent à la légère) de « modèles » de développement « différents ».

Industrialisation et socialisation du travail

Maintenant, sous un angle « technique », l'apparition du machinisme et de la grande industrie constitue une étape décisive du développement de la *division* du travail et de la complexité de la *coopération* des travaux particuliers en vue de la production, conçue ici comme transformation et appropriation de la nature.

Ce processus de division-coopération s'est développé sous des formes diverses tout le long de l'histoire de l'humanité ; il a été accéléré et, c'est là le plus important, organisé de manière consciente et de plus en plus « planifiée », par la naissance et le développement du M.P.C. et sous sa direction. Les formes les plus achevées de ce processus, la manufacture et la grande industrie moderne sont à la base de toute l'économie contemporaine.

Plus particulièrement, le machinisme et la grande industrie sont caractérisés par quelques traits fondamentaux :

— Tout d'abord le remplacement du travailleur parcellaire manipulateur d'un outil par une *machine*, dans l'acception la plus large du terme (une combinaison d'instruments simples) ; ceci est, notamment, rendu possible par la destruction ou la modification radicale de l'organisation productive précapitaliste et la transformation, la réduction du producteur (par exemple l'artisan) en ouvrier parcellaire-manipulateur d'un outil et qui est, donc, « prêt » à en être séparé pour que celui-ci s'incorpore dans un ensemble complexe et indépendant de lui et de ses caractéristiques personnelles.

— Les machines sont organisées en *système* et celui-ci est parcouru par un objet de travail qui en « sort » transformé en produit (marchandise dans le M.P.C.).

— Le système des machines, mis en mouvement par une force naturelle, elle-même organisée sous les mêmes principes et remplaçant la force humaine, devient une espèce de grand automate, indépendant de l'ouvrier. En effet, les principes qui président à son développement se diversifient, s'enrichissent, se combinent selon une logique propre et sans référence à la force, à l'habileté etc. de celui-ci.

Ce qui précède est surtout rendu possible par le développement du processus de *détachement* de la science du travail, ce qui l'érige en force productive indépendante. C'est en tant que telle qu'elle remplace la *routine* en tant que forme de connaissance, lente, progressive et empirique. A partir de ce moment-là le développement du machinisme peut être pensé en tant que tel, chaque cas concret n'étant qu'une

« application » spéciale de sa théorie générale.

La grande industrie assure, enfin, sa possibilité de « marcher sans lisières » par la production des machines par des machines.

« ...Le résultat de ce processus est que dans le système de machines, la grande industrie crée un organisme de production complètement objectif ou impersonnel, que l'ouvrier trouve là, dans l'atelier, comme la condition matérielle toute prête de son travail... Le machinisme ne fonctionne qu'au moyen d'un travail socialisé ou commun. Le caractère coopératif du travail y devient une nécessité technique dictée par la nature même de son moyen. » (1)

Cette remarque ne fait pas seulement la jonction entre une analyse « technique » d'un processus de production et une autre d'ordre « sociologique » ; elle est aussi lourde de signification en ce qui concerne le problème épineux du transfert de la technologie d'un pays anciennement industrialisé à un pays qui ne l'est pas encore. Le travail socialisé étant une condition technique du fonctionnement du machinisme, la socialisation du travail devient le problème crucial de l'industrialisation.

Industrialisation et processus de production

La socialisation du travail est aussi un processus de création de rapports de plus en plus complexes et étroits entre les producteurs. Ceci est très important pour l'étude d'un processus d'industrialisation et certains auteurs n'ont pas manqué de porter leur attention à des analyses plus ou moins techniques de sa signification. Dans l'optique adoptée ici il y a deux types de rapports à considérer :

— D'une part, les rapports à l'intérieur des unités de production ; dans l'industrie moderne le produit final de chaque unité est de moins en moins le résultat de la juxtaposition de procès de travail séparés ; par contre, les procès de travail particuliers sont de plus en plus définis et organisés à partir de la conception d'un procès de travail unique et complexe dont le résultat est ledit produit. En fait, après l'établissement et l'achèvement d'un tel processus, il faut se poser la question si l'on peut toujours parler de procès de travail particuliers ou si l'on peut considérer le produit final comme inchangé. Cette dernière remarque a son importance d'autant plus que la technologie moderne nous offre quantité d'exemples où on pourrait très difficilement imaginer des modalités pratiques pour la production de tel ou tel article par une technologie autre que celle atteinte en moyenne par les principales économies industrielles actuelles, surtout si le produit en question est destiné à être l'objet de travail d'unités de production ultérieures. Ceci nous ramène au point suivant.

— D'autre part, donc, les rapports entre unités de production ; le processus

d'industrialisation tel qu'il est exposé ici fait que chaque unité de production est de plus en plus conçue ou définie en fonction d'un appareil productif unique, à partir de la « logique » d'un système « auto-entretenu ». C'est ce que le Professeur de Bernis exprime par le « noircissement de la matrice des échanges inter-industriels », qui est l'indicateur de l'avancement de l'industrialisation. (2)

Les remarques qui précèdent posent en termes un peu différents le double problème de l'intégration industrielle : intégration des unités de production, qui indique couramment l'élaboration continue d'un produit « du début à la fin » (par exemple, du minerai de fer à la tôle d'acier) dans le même complexe industriel et intégration de ces unités dans l'économie nationale, qui indique le degré plus ou moins élevé d'utilisation d'inputs nationaux et aussi celui de l'utilisation des outputs par l'économie nationale.

Nous avons préféré procéder en termes de socialisation du travail non pas seulement pour souligner l'importance fondamentale des rapports sociaux face à une terminologie et une analyse qui risquent souvent de se transformer en une analyse fausement concrète (en fait hautement abstraite) des rapports entre « choses » mais aussi parce que certains problèmes risquent d'être masqués par une telle démarche.

La productivité du travail industriel, par exemple, ne peut pas être analysée en termes d'intégration. Toutes considérations techniques mises à part (par exemple : les qualités physiques d'un minerai), la productivité du travail industriel est surtout une question de formation dans le sens le plus large du terme. Celle-ci, individuelle et collective en même temps, est une question d'habitudes, d'expérience pratique ou de leur transmission par l'enseignement (après abstraction, rationalisation et systématisation), de discipline, d'organisation rationnelle de chaque procès, de chaque mouvement, etc. Or tout ceci ne peut pas être conçu et organisé par des relations établies entre inputs et outputs matériels, mais c'est une question de rapports sociaux de tous types ; il est méthodologiquement mauvais et pratiquement assez inefficace d'aborder cette série de problèmes en les séparant du processus de la production elle-même, en les traitant « après coup » en tant que « facteurs » (sociaux, humains, psychologiques...) intervenant de l'extérieur par rapport à l'analyse économique.

Les rapports induits par l'industrialisation

Il est donc clair, pensons-nous, que l'industrialisation, même vue sous un angle « technique », n'est pas une « chose » ni un mouvement de « choses », mais le développement d'un ensemble de rapports. Cet ensemble trouve son impulsion dans le cadre d'un mode de production concret qui définit le sens de ses éléments. Même si l'on

peut considérer (comme nous le croyons) l'industrialisation comme un processus de développement des forces productives d'une manière générale (ce qui signifie, notamment, que nous considérons que le machinisme et la grande industrie sont des formes qui appartiennent aussi à toute organisation socio-économique ultérieure au M.P.C.) on ne doit pas méconnaître les points qui viennent d'être évoqués lorsqu'il s'agit d'analyser et d'apprécier un processus d'industrialisation concret : la naissance et les rapports des classes sociales, les rapports politiques (forme et nature de l'Etat etc.), les rapports idéologiques (valeurs dominantes, rapports et contenus de l'enseignement et de la formation etc.) les rapports internationaux doivent être intégrés d'une manière ou d'une autre avec l'analyse des rapports « techniques », et ceci quel que soit le M.P. prédominant ou en train d'être construit dans l'économie en question.

Le processus d'internationalisation

Cependant, selon une boutade, l'histoire ne se répète pas, elle bégaie. La transition « naturelle » de la petite culture et de l'artisanat vers la manufacture et la grande industrie est aujourd'hui impensable tant d'un point de vue général que du point de vue « technique », même si les mythes (dans le sens propre du terme) qui s'y rattachent sont tenaces. Quelques points concernant l'évolution de l'économie mondiale nous paraissent d'une importance décisive dans ce sens.

Le M.P.C. parallèlement à son expansion interne, a connu une expansion rapide à l'extérieur. Si la tâche historique de la bourgeoisie était de créer le marché mondial, on peut dire qu'elle l'a bien accompli.

Que ce soit par le commerce, par le colonialisme, l'impérialisme ou le néo-colonialisme (termes dont la théorie critique est au cœur des débats actuels sur le développement économique) l'expansion du M. P.C. s'est toujours faite dans le sens de la mise en valeur du capital et de l'installation et de la reproduction des conditions socio-économiques de celle-ci.

La base géographique de cette mise en valeur du capital a, pendant un temps, été limitée dans les pays où le M.P.C. a émergé et s'est développé et consolidé. Les autres pays ont été d'une manière ou d'une autre réduits à jouer le rôle de fournisseurs d'éléments du processus de la reproduction du capital (matières premières, aliments de base bon marché pour abaisser le coût de l'entretien de la force de travail etc.). Dans une seconde étape un processus de mise en valeur du capital étranger et national s'établit dans un certain nombre de ces derniers pour des raisons qui ont, elles aussi, varié dans le temps : recherche de débouchés sur les marchés locaux, recherche de taux de profits plus élevés (au fur et à mesure que ceux-ci baissent dans les pays capitalistes d'origine), exploitation sur place de

certaines ressources et surtout du travail abondant et bon marché (vu l'existence d'importantes « armées de réserve » constituées par la « libération » de forces de travail occupées auparavant dans des formes pré-capitalistes de production et leur « marginalisation »), recherche d'avantages de toute sorte de privilèges abondamment dispensés par des gouvernements locaux (concession de monopoles, exonérations fiscales, amortissements accélérés, protections tarifaires, stricte surveillance du mouvement ouvrier dans la « loi et l'ordre », facilités accrues pour l'investissement et l'exportation etc.) utilisation du pays d'accueil comme base de départ pour la conquête ou la reconquête du marché du pays d'origine, etc.

Ce déplacement s'inscrit dans un processus global d'internationalisation de la socialisation du travail, dans le sens défini plus haut, et d'internationalisation corrélative du capital. Ce processus trouve son impulsion dans la concentration progressive du pouvoir économiques (monopoles...) et du pouvoir politique (grandes puissances...) dans les pays de départ du M.P.C., accompagnée d'ailleurs par une concentration et une uniformisation progressive du pouvoir idéologique. Un des effets de ce processus est la constitution d'une économie mondiale, de plus en plus détachée et différente de la simple coexistence de « pays » ou de nations séparées. La constitution de ce type de structure aura comme effet une nouvelle définition des tâches productives et de leur distribution parmi les pays et les espaces. Parmi les promoteurs concrets de ce processus, une place importante appartient aux sociétés qu'on appelle « multinationales » ; constituées par le concours de capitaux provenant de plusieurs pays, mais structurés sous l'impulsion dominante d'une fraction généralement américaine du capital total, elles sont implantées dans plusieurs pays en vue de la production et/ou de la commercialisation et conçues dans une vision mondiale de leur activité. Une multitude d'organismes nationaux ou internationaux, publics ou privés s'emploient à systématiser le processus, faciliter son application la plus « rationnelle » et la plus rentable possible.

On peut dans ces conditions parler de programmation à l'échelle mondiale des activités productives, et avec des critères de plus en plus « normalisés » et universalisés. Elle ne concerne pas seulement les pays dits « sous-développés », mais elle embrasse de plus en plus tous les pays y compris les pays « développés » de l'Europe et, récemment, les pays du « camp socialiste » (avec des modalités spécifiques, une intensité variable et des exceptions de larges domaines qui restent en dehors du processus).

L'industrialisation est évidemment l'arme privilégiée de ce type d'expansion, le domaine principal où cette programmation se décide et s'enracine ; les industries nationales deviennent de plus en plus, par le même mécanisme, des expressions locales de l'industrie mondiale. Mais en même temps, en

vertu de ce que nous venons d'exposer tout le long de cette introduction, elle est l'arme principale de toute stratégie qui se donne comme objectif la modification du cours « normal » des « choses » ; ce qui nous amène aux derniers points de cet exposé.

Développement et sous-développement

C'est dans le cadre général décrit dans les points précédents que, de plus en plus, on pose et on discute les problèmes du développement et du sous-développement.

En effet, il est de plus en plus admis dans la théorie économique que le « sous-développement » est indissolublement lié au développement du capitalisme. Nous ne pouvons pas nous étendre ici sur une étude des théories et des analyses fort nombreuses qui étayent cette affirmation (3) ; il y a cependant un point central dans la plupart de celles-ci qui est celui de savoir comment on peut saisir la réalité qui se trouve dissimulée derrière la terminologie douteuse qui établit la coupure entre pays « développés » et pays « sous-développés ».

Dans l'ensemble des théories les plus remarquables sur ce problème on établit une distinction entre les pays où il y a eu un développement « autonome » des forces productives et qui sont constituées en tant que « centre » de l'économie mondiale et les pays qui se sont vus intégrés dans cette économie mondiale en fonction des besoins et de la dynamique du « centre » et qui donc constituent sa « périphérie », le développement de leurs forces productives ayant été et étant induit et non pas autonome.

La naissance et le développement du capitalisme étant à l'origine de cette coupure, tout développement du capitalisme périphérique semble être équivalent au développement du sous-développement ; ou bien, ce sera de toute façon un capitalisme périphérique dépendant : dépendance que l'on pourra discerner dans la propriété étrangère des capitaux fonctionnant dans le pays, dans la division du travail établie dans le pays en fonction des impératifs du marché mondial, dans les modèles de consommation inspirés par les modèles prévalant dans les pays du centre, et *last but not least* dans les modèles technologiques utilisés pour le développement de l'industrialisation.

Parmi les effets d'un tel processus citons : la *non-absorption* et même l'aggravation du chômage et de la marginalité, le *blocage de l'expansion* par la dépendance de l'extérieur pour les équipements qui lui sont nécessaires, le *transfert du surplus économique* du pays vers le centre par le mécanisme de l'échange inégal et l'impossibilité de l'industrie locale d'échapper à la dépendance technologique même si elle essaie d'adopter les techniques les plus modernes, étant donné que celles-ci sont justement élaborées et fournies par le centre.

Le corollaire de ce schéma est l'exigence d'une rupture avec le marché mondial, l'adaptation sélective de la technologie moderne aux besoins internes du pays, la détermination de ces besoins non pas à partir des modèles existant (à partir donc de la demande solvable actuelle, elle-même déterminée par une structure donnée des revenus) mais à partir d'une planification démocratique et populaire etc, tout un ensemble de propositions qui impliquent une mutation profonde du système socio-économique actuel, dont les objectifs devraient être la construction d'une économie introvertie, autocalibrée et donc indépendante.

Ainsi l'impression qui se dégage de l'ensemble (d'ailleurs ce n'est souvent qu'une impression...) est que la seule alternative au capitalisme périphérique (qui ne fait que secréter le développement du sous-développement) et à la dépendance ne peut qu'être un autre type de développement, indépendant et autocalibré, conçu généralement dans le cadre de la transition au socialisme.

Centre et Périphérie

Le schéma si sommairement tracé plus haut est très certainement séduisant, stimulant et mobilisateur. Le couple Centre-Périphérie facilite le discours, nous libère de la trop longue habitude de l'opposition sous-développé — développé, remplace avantageusement la conception linéaire qui les sous-tend par un espace ordonné. Nous les utilisons donc avec profit sous quelques réserves imposées par l'utilisation très courante de ces termes qui risque dans certains cas de non-assimilation de les substituer purement et simplement au vieux couple qu'il faudrait éliminer. En effet, il nous paraît indispensable d'épurer ces termes de toute image de classification géographique des divers pays du monde et de souligner la différenciation des types de formations sociales dans la perspective de la constitution d'un réseau toujours plus dense de rapports économiques internationaux tendant à définir une économie mondiale et actuellement capitaliste ; le « positionnement » géographique de chaque formation sociale deviendrait ici une question secondaire dans l'ordre de la méthode sinon dans celui des importances. Dans la même ligne, il faudrait éliminer toute tendance de fixer l'analyse dans des schémas qui quelquefois semblent procéder du vœu et risquent de clore le discours avant même que l'investigation commence ; ainsi nous ne voyons pas pour quelle raison théorique profonde le développement capitaliste devrait être nié *a priori* comme possible évolution sous la dépendance du centre ; le nier parce qu'il serait dépendant ? mais que signifie aujourd'hui un capitalisme « indépendant » ? n'est-ce pas penser encore en termes de pays juxtaposés que de tenir des raisonnements de ce type ? et que dire du développement spectaculaire de certains capitalismes justement jusqu'à hier périphériques mais qui aujourd'hui se différencient

de moins en moins du capitalisme central ? va-t-on aligner à côté du couple Centre-Périphérie une nouvelle série de termes pour saisir des réalités que l'on n'a pas pu inclure dans les schémas initiaux ? des formes de transition au capitalisme central existent et se développent sous nos yeux, notamment en Méditerranée, et il n'est pas sage par des généralisations abusives et des schémas rigides de rester en deçà des « faits » en s'évertuant à défendre ou à combattre des situations fantomatiques ; ce n'est sage ni pour la théorie ni pour l'action.

QUELQUES POINTS PRÉLIMINAIRES DANS L'HISTOIRE RÉCENTE DES PAYS DU BASSIN MÉDITERRANÉEN

Nous allons essayer, dans ce qui suit, d'aborder l'examen du développement économique et de l'industrialisation dans les pays méditerranéens en traitant certains aspects de leurs économies qui présentent des caractéristiques communes ou, à l'inverse, en traitant un point important dans chacune de ces économies lorsque cela est possible et utile ; nous avons évité de préjuger des résultats de l'analyse et des évolutions concrètes en cours et nous ne parlerons pas dès le départ d'« ensemble méditerranéen » et encore moins de « système méditerranéen », car cela, au lieu de clarifier, peut conduire à des analyses dont le fondement est discutable. En effet, si un tel ensemble ou système existe comment est-il structuré ou, mieux, qui le structure et en fonction de quoi ? il va de soi que le « facteur géographique » ne saurait pas suffire pour combler le vide créé par une absence d'analyse préalable. Nous reviendrons sur cette question ultérieurement.

En outre, dans la présentation des données et des analyses qui les accompagnent, nous avons inclus tous les pays de la « façade méditerranéenne », plus le Portugal, moins la France et l'Italie. En effet, les problèmes de ces deux pays sont assez différents (même si on parle récemment de l'industrialisation de la façade méditerranéenne française) ne serait-ce que par leur appartenance indiscutable au monde des pays « développés ». Mis à part ces deux cas, la définition des pays inclus et exclus de cette liste est plutôt une question de conformité à des conventions établies pour les travaux en cours à l'IAM de Montpellier et n'ont pas de justification théorique spécifique.

Le désert industriel

On a souvent tendance à présenter les pays du B.M. comme un désert industriel jusqu'aux années 1930 (4) ; un désert industriel qui est aussi souvent conjugué avec un retard économique congénital, une absence d'« élites » d'entrepreneurs, etc. (5).

Bien que nous n'ayons pas l'intention de faire ici l'histoire des économies méditerranéennes et laissant de côté les aspects commerciaux et agricoles importants de cette histoire assez connue pour peu que l'on s'y intéresse, nous voudrions dire quelques mots sur un aspect moins connu, qui est précisément celui de l'industrialisation.

Dans les pays méditerranéens pourvus d'un minimum de pouvoir étatique relativement autonome, un processus d'industrialisation « naturelle » (c'est-à-dire dans des conditions analogues avec les premiers pays qui ont connu la naissance et le développement de la Révolution Industrielle) a bien démarré et assez tôt. Comment ce processus a été arrêté, c'est un point capital pour la compréhension des problèmes actuels de la Méditerranée. Mais sans en arriver là, rappelons ici la première vague d'industrialisation en Espagne, tôt dans le 19^e siècle (surtout en Catalogne) (6) ; l'industrialisation relativement avancée puis arrêtée du Sud de la France (7) : la première poussée industrielle en Grèce dans le dernier quart du 19^e siècle ; le développement des manufactures de textiles turques (dès les 17^e et 18^e siècles), arrêté et annihilé par la concurrence, sur les marchés européens, des produits de la mécanisation que l'empire n'a pas su ou pas pu introduire ; l'arrêt brutal imposé à l'industrialisation rapide réussie par Mohammed Ali Pasha en Egypte (8).

Le dernier cas cité a valeur d'exemple : par le développement de l'agriculture (suppression du fermage et son remplacement par un impôt étatique, développement de l'irrigation, introduction de cultures « modernes », c'est-à-dire exportables, tel le coton à fibres longues), par l'extension et l'amélioration des transports et des communications (port d'Alexandrie, canaux...), par la monopolisation du commerce extérieur, Mohammed Ali (1805-1849) réussit à jeter les fondements d'une industrie moderne. Celle-ci est financée par le surplus dégagé par le monopole des exportations et est construite par un système de monopole d'Etat. Elle arrive très vite à produire une gamme impressionnante de produits (cotonnades, lainages, soieries, toile, sucre, papier, verre, cuir, acide sulfurique, armement). Des cadres étrangers ont été embauchés et des cadres égyptiens sont allés faire des études en Europe. La caractéristique la plus significative de ce processus est qu'il est arrivé à créer dans une période de temps relativement très courte une masse de 500 000 salariés pour une population de 3 à 3,5 millions ; parmi ces salariés, 30-40 000 ouvriers des usines nouvellement créées. Ce sont là des chiffres absolument comparables avec ceux de beaucoup de pays contemporains.

Cet étonnant processus fut arrêté lorsque les Grandes Puissances, après leur victoire militaire sur Mohammed Ali, ont obligé ce dernier à limiter son armée et ses armements, ce qui a privé son industrie d'une partie de ses commandes. Mais le coup décisif fut l'accord Anglo-Turc de 1838 qui permet-

taît aux négociants étrangers de vendre et d'acheter n'importe quoi et n'importe où dans l'Empire Ottoman, y compris l'Egypte (qui y jouissait d'une autonomie importante). La soumission politique et le « libre échange » ont eu vite raison de la jeune industrie égyptienne et les usines de Mohammed Ali ne lui ont pas survécu.

Des accords de ce type et les rapports coloniaux sous toutes leurs formes qui seront établis dans la plus grande partie de la Méditerranée expliquent dans une large mesure la création du « désert industriel » méditerranéen.

L'apparition des Etats

Si les nations méditerranéennes sont particulièrement anciennes, installées sur nos rivages depuis des nombreux siècles, les *Etats* méditerranéens sont remarquablement jeunes pour la plupart. Pour éviter les malentendus remarquons que des formes étatiques ont existé un peu partout depuis très longtemps ; mais des bouleversements nationaux, territoriaux, socio-politiques ont fait que les formes actuelles des Etats et leur contenu sont, dans la grande majorité, de date récente.

La GRECE, indépendante après la Révolution de 1821 contre l'Empire Ottoman, réunit son territoire et sa population actuels après la 1^{re} guerre mondiale ; après la défaite dans la guerre gréco-turque (1922), elle reçoit d'un coup une population de plus d'un million de Grecs expulsés de l'Asie Mineure.

La YOUGOSLAVIE est née après la 1^{re} guerre également par l'Union d'Etats indépendants ou autonomes jusqu'alors ; parmi ces territoires et ces peuples hérités de l'Empire Ottoman, de l'Empire austro-hongrois et de l'Italie la prédominance des Serbes est marquante.

La TUNISIE se débarrasse de l'Empire cosmopolite et multinational pendant la même période et sous l'impulsion de Kemal Atatürk ; un Etat nationalement homogène est rapidement formé (expulsion des Grecs, persécution des Arméniens et des Kurdes) ; la République est proclamée le 29/10/1923.

Le LIBAN est proclamé indépendant par le général Catroux en 1941 ; il obtient effectivement son indépendance en 1946, ainsi que la Syrie.

L'EGYPTE, après une longue et tortueuse domination turque et ensuite britannique est proclamée indépendante en février 1922, mais cette indépendance ressemble trop à une tutelle britannique. L'Etat actuel date incontestablement de 1952 (coup d'Etat des « officiers libres ») ; la République est proclamée en 1953.

La LIBYE, monarchie indépendante depuis le 24/12/1951, devient République après le coup d'Etat du 1/9/1969.

La TUNISIE et le MAROC obtiennent leur indépendance en 1956 et l'ALGERIE arrache la sienne en 1962.

Libération politique et domination économique

La grande majorité de ces jeunes Etats sont donc les héritiers d'une longue domination étrangère, dont les effets politiques, économiques et idéologiques ne sont pas faciles à éliminer (même lorsqu'on veut le faire, ce qui n'est pas toujours le cas). La manière dont cette indépendance étatique a été obtenue (octroyée ou arrachée) ou consolidée influencera profondément les orientations des nouveaux régimes et donnera une « coloration » et un « style » à leurs pratiques qui les différencieront très nettement, même lorsque toutes les apparences conduisent à penser qu'ils sont proches par leur structure ou par leur politique. Ceci n'est évidemment pas acquis pour l'éternité mais est encore très clair actuellement.

Que la domination ait été française (Maghreb, Moyen-Orient), britannique (Moyen-Orient) ou italienne (Libye), ou encore dans un passé plus lointain ottomane (Balkans, Moyen-Orient), elle n'a presque jamais favorisé le développement économique local, encore moins sous la forme d'un processus d'industrialisation. Elle l'a même fortement défavorisé, soit par le mécanisme du pacte colonial, soit par son type d'organisation étatique et autre (9).

Si la domination politique n'a pas toujours été un fait officiel et facilement discernable pour tous les pays méditerranéens, la domination économique a toujours été leur trait commun sans exception. Ceci est très clair quand la domination économique accompagne la domination politique (colonialisme) ; dans les cas où cette dernière fait officiellement défaut, le champ est plus libre et la domination économique plus diversifiée, mais on la constate partout assez vite : accord anglo-turc de 1838 et régime des Capitulations pour la Turquie, D.O.E. (contrôle économique international), etc. pour la Grèce, indépendance accordée sous la clause de la défense des intérêts britanniques pour l'Egypte, ce ne sont là que quelques exemples.

Les mutations de 1918 à 1950...

Dans l'histoire économique récente des Pays méditerranéens on peut déjà distinguer plusieurs groupes de cas. Deux tournants importants peuvent nous aider à situer les origines immédiates de la situation actuelle, à savoir les années qui suivent immédiatement la fin de la seconde guerre mondiale et la période qui va de la fin des années 50 au début des années 60.

Les années qui viennent immédiatement après la guerre sont marquées par un nombre impressionnant de mutations et de bouleversements économiques, politiques et idéologiques ; parmi les plus importants citons l'émergence des Etats-Unis en tant que puissance de loin la plus importante du monde capitaliste et certainement du monde tout

court ; la constitution du « camp socialiste » ; le partage du monde en « zones d'influence » et la guerre froide ; l'important effort de reconstruction de l'Europe avec l'aide massive des Etats-Unis ; le début de la décolonisation ; la concurrence économique des deux « camps » ; la naissance des espoirs et des théories du développement, etc.

Dans ce contexte, sur les ruines de la guerre et dans des luttes intenses se décide la « voie » de plusieurs pays, surtout européens.

En YOUGOSLAVIE, la lutte révolutionnaire contre l'occupant s'achève par un régime socialiste qui passe par maintes aventures avant de trouver une expression et une forme propre dans le système de l'autogestion à partir de 1953. Dans un pays éminemment agricole le nouveau régime se lance dans une politique d'industrialisation accélérée avec l'aide de l'URSS au début, des occidentaux et surtout des Américains ensuite. L'importance des résultats de cette politique peut facilement être constatée dans les tableaux qui suivent. La caractéristique principale de l'industrialisation a été pendant un temps la constitution d'un ensemble industriel cohérent et intégré accompagné d'un souci déclaré d'assurer le plein emploi et la disparition des écarts économiques importants parmi les six républiques très inégalement développées (10).

En GRÈCE, le système capitaliste, très faiblement développé avant la guerre (surtout après l'arrivée massive des réfugiés de l'Asie Mineure), et chancelant pendant la guerre civile qui la suivit, est sorti indemne de l'épreuve grâce à l'intervention britannique au début, américaine à partir de 1947 et en vertu de la fameuse Doctrine Truman. Cette victoire fut accompagnée d'une aide massive des Etats-Unis, estimée à 3-4 milliards de dollars, et destinée en partie à des fins militaires et en partie à des fins de reconstruction et de « développement ». Le problème de l'industrialisation du pays n'a cessé de dominer les débats politiques et idéologiques à partir de cette époque et jusqu'à aujourd'hui. Les conseillers américains sur place semblent avoir été très réticents sinon hostiles ainsi qu'une bonne partie de la classe dirigeante à un effort sérieux d'industrialisation. Les pays européens ont réagi aussi de manière très hostile au premier « programme » d'investissements industriels soumis par le gouvernement grec à l'OECE à Paris (1947-48) pour obtenir son financement par les fonds américains, d'autant plus que ce qui était « donné » à l'un diminuait ce que les autres auraient à se partager ; d'où la « rage » des réactions de certains participants. La délégation grecque a obtenu finalement une aide importante, dont une partie est à l'origine de processus d'industrialisation actuel. Les caractéristiques principales de ce programme qui a été largement réalisé étaient l'exploitation des ressources minières du pays en vue surtout de l'exportation, le développement important

des infrastructures énergétiques et la construction de branches industrielles qui pourraient être compétitives dans le marché mondial ou qui pourraient économiser des devises en se substituant aux importations. En simplifiant, nous pouvons dire que pendant une longue période cela a été le fondement de toute la stratégie industrielle grecque, complétée par un appel pressant aux capitaux étrangers auxquels on offrait une exceptionnelle « protection », d'autant plus qu'elle était comprise dans les dispositions constitutionnelles de 1953 à côté de celles qui ne pouvaient en aucun cas faire l'objet d'une révision (sauf pour mieux garantir ladite « protection ») (11).

La TURQUIE, comprise dans la Doctrine Truman de 1947, et bénéficiant de ce fait d'une aide militaire et économique importante de la part des Etats-Unis, prend un tournant décisif en 1950 par l'abandon progressif de la politique « étatiste » de Kémal Atatürk. Celle-ci consistait en une industrialisation accélérée du pays (plus de 900 entreprises industrielles créées de 1923 à 1941) sous la direction de l'Etat (notamment de ses deux grands « holdings », l'Etibank et la Sümerbank). A partir de 1950 une large place est faite au secteur privé et surtout aux capitaux étrangers ; l'accumulation du capital s'accélère remarquablement, mais le processus d'industrialisation (caractérisé par des grands travaux d'infrastructure, la privatisation de certaines entreprises d'Etat et l'« association » d'autres avec des « partenaires » étrangers) se brise durant la crise de 1955, l'effort d'investissement ayant dépassé les possibilités des ressources financières et les possibilités d'importations d'équipement, malgré l'« assistance » financière américaine (12).

Pendant ces mêmes années, les autres pays méditerranéens traversent une période soit de stagnation ou de lente évolution soit une période d'instabilité économique et politique qu'il serait trop long d'exposer ici. Mais on ne peut pas y distinguer de traits marquants significatifs pour notre propos, bien que certains événements aient déterminé dans une grande mesure (le plus souvent indirectement) les politiques de développement et d'industrialisation (création d'Israël en 1949, dissolution de l'union économique du Liban et de la Syrie en 1950,...).

... et de 1950 à 1960

La période qui va de la fin des années 50 au début des années 60 est évidemment marquée par une série d'événements dont les plus importants sont les indépendances maghrébines. On assiste par ailleurs au développement d'un certain nombre d'idéologies socialistes, anti-capitalistes, anti-impérialistes, qui sortent pour la plupart de la radicalisation du mouvement nationaliste arabe dans une grande partie du Bassin Méditerranéen. Mais la caractéristique principale de la période, pour le

propos tenu ici, est l'ouverture voulue ou imposée de la plupart des pays méditerranéens au marché mondial des marchandises et des capitaux. Cette ouverture s'explique aussi bien par des évolutions que ces pays ne contrôlent pas (après une période d'arrangement et de digestion des effets de la guerre, le capital mondial se lance de nouveau et sur des bases nouvelles dans l'organisation économique du monde) que par l'évolution des luttes internes qui ont suivi les indépendances ou qui se sont développées progressivement dans les pays déjà indépendants sous la pression de l'évolution économique interne.

Au cours des années 1960-61, la **YOUgoslavie** aligne son commerce extérieur sur les normes occidentales. Elle demande des crédits au Fonds Monétaire International et promet en échange une libération de ses importations, des réformes intérieures dans l'industrie et la dévaluation du dinar. Elle porte son effort industriel vers des produits relativement chers sur le marché mondial et qu'elle peut produire à bas prix, vu ses ressources et surtout ses bas salaires. Depuis, on ne cesse de réorganiser et de « rationaliser » les entreprises industrielles, processus qui n'est pas sans rapports avec le chômage important et la très forte émigration (13).

L'**ESpAGNE**, après la visite et le rapport d'experts de la Banque Mondiale que le gouvernement avait invités sur place, décide en 1959 de renoncer à la politique d'autarcie qu'elle pratiquait depuis fort longtemps. Cette ouverture au marché mondial fut concrétisée par un nouveau tarif douanier, par la promulgation d'un décret-loi qui facilitait l'entrée des capitaux étrangers (sans autorisation pour une participation inférieure à 50 %, avec autorisation pour les autres cas) et par la dévaluation de la peseta. En fait elle avait été soigneusement préparée par la signature du traité de Madrid et l'octroi d'une aide américaine très importante, estimée à 1.600 millions de dollars, et par l'admission de l'Espagne au sein de l'OECE, du F.M.I. et de la B.I.R.D. en 1957. L'afflux des capitaux étrangers, lent au début, et plus en plus rapide ensuite, a fortement influencé le développement économique et l'industrialisation en accentuant ultérieurement l'ouverture vers l'extérieur et en créant des industries exportatrices aussi bien vers la CEE que vers les pays « sous-développés ».

Le **PORTUGAL** n'a pas connu d'évolution spectaculaire dans le sens d'une ouverture brusque au marché mondial ; par son appartenance à la zone de l'AELE et par son immense empire colonial il était bien « ouvert » même avant le décret-loi de 1965 qui simplifie l'entrée des capitaux étrangers.

Les **PAYS MAGHREBINS** ont connu des difficultés économiques graves provoquées par le « choc » de la décolonisation et le départ de capitaux importants vers la métropole. En 1956, 110

sociétés ont été dissoutes en Tunisie et 488 au Maroc. De 1956 à 1964 le solde (négatif) des transferts privés atteint plus de 25 milliards de francs pour l'Algérie, plus de 4 pour le Maroc et plus de 2 pour la Tunisie (14). La politique économique des gouvernements pour la reconstruction et le développement a mis un certain temps pour se définir. Au Maroc, après maintes hésitations et luttes internes et après l'échec du plan quinquennal 1960-64, l'ouverture vers le capital international déjà entamée par la charte des investissements de 1958, s'est accentuée. On fit appel à la BIRD, qui après enquête sur place contribua à la mise au point d'un plan triennal pour la période 1965-67. Malgré ses objectifs modestes (croissance de 3,5 % du revenu national, à peine égale à celle de la population) l'investissement prévu ne s'est réalisé qu'à 70 %, ce qui fait que le pays a subsisté par l'apport étranger croissant. En Tunisie, après une période de libéralisme économique de 1956 à 1961 on lance le socialisme néo-déstourien (février 1961) et on construit les premiers plans. L'accumulation interne étant très insuffisante on a recours aux investissements étrangers (50 % environ des investissements) et à l'aide étrangère, principalement et de loin américaine (plus de la moitié de l'aide totale en 1965). L'industrie s'oriente de plus vers la mise en valeur des ressources minières et la sous-traitance.

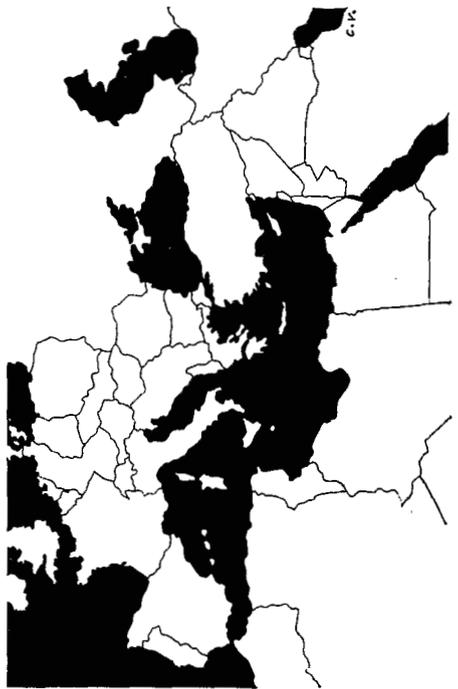
L'**ALGÉRIE** s'est engagée dès avant l'indépendance à construire une société socialiste. Après une période de mise en ordre et d'agitation interne sur la définition de l'avenir à construire, un coup militaire instaure en 1965 un régime austère et autoritaire qui se donne comme objectif de « réajuster » le cours de la révolution algérienne, assurer l'indépendance économique et politique du pays, promouvoir une industrialisation rapide et aussi complète que possible, tout en persistant dans la voie socialiste. Le véritable démarrage a lieu en 1967 (date de mise en route du plan triennal) et un effort très important commence pour développer et réorienter l'industrie algérienne, surtout après la cascade des nationalisations qui culmina avec celle des hydrocarbures en 1971.

Dans la même période commence l'étatisation progressive de l'économie et surtout de l'industrie **SYRIENNE**, qui réalise de ce fait une accumulation importante, remplaçant peu à peu les sources traditionnelles de financement (agriculture et commerce).

Le **LIBAN**, dès le début de son existence, pratique une politique de libéralisme quasi-intégral, ce qui, combiné à d'autres facteurs (la protection particulière des Etats-Unis, etc.) lui a vite assuré une position-clé dans les échanges, le transit et le marché des capitaux de la région. Une industrie relativement développée et très coopérative avec le capital mondial trouve ses débouchés principaux dans les pays environnants.

Quant à **ISRAEL**, par sa fondation même, il est extrêmement « ouvert » à l'étranger à qui il doit aussi bien qu'à sa politique économique vigoureuse son existence et son expansion (15).

Un bilan de la politique économique et industrielle des pays méditerranéens pour la décennie 1960-70 va suivre, illustré par des tableaux statistiques plus ou moins homogènes contenant quelques caractéristiques fondamentales de ces pays. Ce bilan doit être situé dans l'esquisse qui précède et prolongé par un examen rapide des perspectives d'avenir. Ce n'est qu'après que l'on pourra tirer quelques conclusions sur les types et les stratégies d'industrialisation dans le bassin méditerranéen.



UN ESSAI DE BILAN
 POUR LA DÉCENNIE 1960-70

Nous avons réuni dans les tableaux 1 à 4 un ensemble de données de tout ordre, mais concernant particulièrement l'étude des processus d'industrialisation dans le Bassin Méditerranéen. Dans ce qui suit nous allons résumer les prin-

cipales indications que ces tableaux, ainsi que des renseignements plus récents et moins homogènes, nous permettent de tirer pour situer d'une manière globale l'industrialisation dans le développement économique des pays examinés. Chaque fois qu'il était possible et utile nous avons calculé certaines données qui manquaient dans

les sources utilisées ou qui étaient utiles pour avancer les explications et les commentaires. On pourrait certainement multiplier ces données et en tirer davantage de renseignements. A l'étape actuelle, ce n'était pas absolument indispensable ; il est pourtant à espérer que ce travail continuera et pourra donc s'approfondir dans ce sens.

TABLEAU 1

Quelques caractéristiques démographiques des pays méditerranéens

	Popu- lation (* 1 000) en 1970	Répartition par groupes d'âge			Population urbaine en % de la population totale	Croissance annuelle de la population urbaine (période de calcul)	Croissance annuelle de la capitale (période de calcul)	Taux de croissance de la population (1963-70)
		< 15 ans	15-65 ans	> 65 ans				
Espagne	33 290	28,1	62,5	9,4	42,9	—	2,9 (60-69)	1,0
Grèce	8 892	25,1	65,0	9,9	43,3	—	~ 3 (61-71)	0,7
Portugal	9 630	28,8	62,4	8,8	28,4	—	0,2 (60-69)	0,9
Turquie	35 232	41,9	54,0	3,9	34,6	6,6 (60-67)	8,5 (60-65)	2,5
Yougoslavie	20 527	28,9	64,3	7,4	28,4	—	3,5 (61-69)	1,1
Algérie	14 012	47,2	48,3	4,4	38,8	5,9 (60-66)	10,0 (60-66)	3,2
Libye	1 869	43,7	51,1	5,1	24,6	—	4,7 (62-64)	3,7
Maroc	15 525	46,4	51,1	2,5	32,3	3,7 (60-69)	7,2 (60-67)	3,0
Tunisie	5 137	45,9	50,7	3,4	40,1	3,0 (56-66)	—	2,2
Israël	2 889	33,3	60,2	6,5	82,2	3,7 (60-69)	6,7 (61-69)	2,8
Liban	2 787	—	—	—	—	—	—	2,9
R.A.E.	33 229	42,8	53,8	3,4	38,0	5,3 (60-69)	3,0 (60-70)	2,5
Syrie	6 098	47,2	49,4	3,4	36,9	—	4,5 (60-70)	3,0

(*) D'après nos calculs.

Sources: O.N.U. : *Annuaire Démographique*, 1970 et 1971.

B.I.T. : *Annuaire des Statistiques du Travail*, Genève, 1972.

TABLEAU 2

Croissance économique au cours de la période 1960-1968

	P.I.B. prix du marché 1967		Taux de croissance du P.I.B.		Taux de croissance de l'agriculture (1960-1968)		Croissance Industrielle (1960-1968)				
	Total (millions de \$)	Par habitant (\$)	1960-67	1967-68	Selon la F.A.O.	Valeur ajou- tée	Ensem. de l'indust.	Indust. manu- facturière.	Indust. extrac- tive	Élect. Gaz Eau	Bât. Trav. Publics
Espagne	26 770	829	8,0	4,5	3,1	...	9,5	9,9	2,2	9,9	11,3
Grèce	6 900	792	7,4	6,2	3,8	4,7	8,2	7,7	8,8	12,8	9,8
Portugal	4 754	488	6,0	5,8	2,2	1,4	8,5	8,6	1,7	9,0	5,7
Turquie	11 522	352	4,2	6,7	3,4	2,1	8,2	8,2	8,2	...	7,5
Yougoslavie	9 479	475	5,8	3,6	2,6	...	8,0	8,3	4,4	10,8	...
Algérie	3 192	255	1,5	6,1	1,1	...	...	...	2,8	0,1	...
Libye	2 218	1 276	30,0	36,4	6,0	...	44,7	11,4	51,0	25,0	28,0
Maroc	2 688	190	2,9	13,0	4,5	4,5	3,3	3,7	1,2	6,7	9,1
Tunisie	1 011	210	3,7	6,8	0,7	- 0,9	» 8,1	6,4	19,6	6,0	4,8
Israël	4 031	1 510	7,3	15,2	6,6	3,4	11,8	11,9	11,9	...	...
Liban	1 220	484	3,1	7,6	6,3	...	...	...	...	...	...
R.A.E.	5 773	187	3,9	1,0	1,9	...	12,8	12,4	19,1	12,5	...
Syrie	1 177	211	7,8	6,8	4,3	4,8	9,7	10,1	5,3	6,7	...

Source: O.N.U. : *Étude sur l'Économie Mondiale*, New York, 1971.

TABLEAU 3

Capacité de production et de consommation d'énergie électrique

	Capacité de production d'électricité				Consommation d'énergie			
	Megawatts		Variation annuelle de 1960 à 1968		Tonnes d'équivalent charbon		Variation annuelle de 1960 à 1968	
	1960	1968	en %	en nombre de kw par habitant	1960	1968	en %	en kg d'équivalent charb./hab.
	1	2	3	4	5	6	7	8
Espagne	6 567,0	12 898,0	10,1	26,1	25,06	43,05	7,0	61,3
France	21 851,0	34 133,0	5,7	25,7	110,54	163,99	5,0	10,79
Grèce	611,0	1 605,0	14,8	15,8	3,69	8,96	11,7	71,8
Italie	17 686,0	30 264,0	6,9	27,2	56,35	116,86	9,6	135,0
Portugal	1 335,0	2 030,0	5,4	7,9	3,34	5,12	5,5	20,3
Turquie	1 272,0	1 973,0	5,6	1,6	6,83	15,12	18,4	25,5
Yougoslavie	2 402,0	4 480,0	7,0	13,4	16,10	25,15	5,7	46,5
Algérie	439,0	639,0	4,8	1,1	2,77	5,37	9,0	19,8
Libye	33,4	168,5	22,1	8,6	0,04	0,90	10,7	27,5
Maroc	366,0	438,0	2,6	0,9	1,61	2,64	6,4	5,3
Tunisie	129,0	262,0	9,3	2,9	0,70	1,10	5,8	8,6
Israël	410,0	1 012,0	12,0	21,9	2,62	5,53	9,8	96,4
Liban	146,0	374,0	12,5	9,5	1,09	1,77	6,2	20,9
R.A.U.	1 167,0	2 725,0	11,2	5,1	7,53	9,53	2,9	1,0
Syrie	119,0	216,0	7,7	1,5	1,25	2,48	8,9	21,6

Source: O.N.U. : Étude sur l'Économie Mondiale.

TABLEAU 4

L'épargne et l'investissement

	Formation intérieure brute de capital fixe		Épargne intérieure brute		Épargne extérieure brute		Formation brute de capital fixe	Variation des stocks
	En % du Produit intérieur brut (PIB) - Moyennes							
	1960-62	1966-1968	1960-1962	1966-1968	1960-1962	1966-1968	En % du PNB (1969)	
Espagne	19,7	24,4	22,5	23,1	- 1,4	3,9	21,9	2,2
Grèce	24,0	25,2	14,9	16,5	10,7	9,3	30,2	0,0
Portugal	17,1	20,2	12,1	16,6	6,2	3,1	18,9	0,0
Turquie	14,5	17,1	11,2	15,5	3,3	1,6	18,3	-
Yougoslavie . . . . .	...	...	...	...	...	...	31,0	6,3
Algérie	24,2	18,4	11,2	17,3	13,1	1,1	25,0 (*)	-
Libye	48,8	20,4	11,6	41,9	37,2	- 21,5	24,1	0,8
Maroc	10,6	14,1	10,0	11,9	0,6	2,2	13,7	- 0,9
Tunisie	19,0	22,1	8,4	11,1	9,7	11,2	21,7	1,2
Israël	25,8	19,0	12,0	4,6	15,7	15,0	23,5	0,7
Liban	22,0	22,5	14,5	8,0	7,5	14,5	18,4	- 0,2
R A E	16,7	18,8	13,2	18,0	3,5	0,8	12,4	- 0,5
Syrie	17,0	17,4	11,1	17,2	5,9	0,2	14,2	-

(*) Source : revue « Maghreb » n° 40.

Source: O.N.U. : Yearbook of National Accounts Statistics, 1970; New-York, 1972.

La démographie

Le tableau 1 récapitule certaines données démographiques de base ; ainsi y trouvons-nous la population des Pays Méditerranéens, en 1970, sa répartition entre trois groupes d'âge, calculés de manière à se rapprocher des définitions statistiques courantes de la population active ou en état de travailler (groupe de 15 à 65 ans), bien que ces définitions ne soient pas toujours satisfaisantes pour rendre la réalité socio-économique des pays dits « sous-développés » (on y voit souvent des enfants très jeunes mis au travail), la part de la population urbaine dans la population totale (bien que la définition de l'urbain contienne une large part d'arbitraire), la croissance de la population urbaine, complétée dans un certain sens par des données sur la croissance de la population des capitales ; on y trouve aussi des données souvent plus anciennes sur l'importance relative de la population active dans la population totale et sa répartition parmi les secteurs « primaire », « secondaire » et « tertiaire ».

La croissance économique

Les données du tableau 2 concernent la croissance économique globale et celle des principaux secteurs productifs dans les Pays Méditerranéens pour la période 1960-68.

La première remarque à faire sur les données concernant le PIB total et le PIB par tête est la disparité marquée qui caractérise l'ensemble des pays et, en même temps, la faiblesse relative de cet ensemble (mis à part les deux « cas » de l'Israël et de la Libye). Ceci n'implique pas nécessairement une faiblesse des possibilités, sous certaines conditions, de mobilisation des ressources du pays et d'une accumulation importante, comme nous le verrons plus bas.

Si la croissance annuelle moyenne durant la période 1960-67 semble être plus forte dans les pays européens (plus la Libye, la Syrie et Israël), la majorité des Pays Méditerranéens ont connu des taux de croissance élevés vers la fin de la décennie et le début des années 70. Des sources très diverses indiquent un taux moyen de 7,5 % pour la Grèce de 1967 à 1972 ; 6,5 % pour la Turquie de 1963 à 1970 et 9,2 % pour 1971 ; 8,9 % pour l'Algérie en 1970, taux qui n'est pas loin de la moyenne pour la durée du plan quadriennal (1970-73) ; 7-8 % pour Israël de 1970 à 1972 ; 6,5 % pour le Liban en 1969. Des taux plus faibles mais plutôt supérieurs à ceux du début de la décennie : 5,5 % pour le Maroc en 1972 ; 8 % pour la Tunisie en 1971 (mais 4 % en 1970) ; 4 % pour la Syrie en 1970 (mais presque 15 % en 1969) ; 5 % espéré en RAE pour le dernier plan (16). En général, peu de pays méditerranéens connaissent des croissances plus ou moins régulières, des fortes ou relativement fortes fluctuations résultant de l'importance des moissons agri-

coles pour la production globale, mais aussi du rythme souvent variable des entrées des capitaux étrangers.

Dans tous les Pays Méditerranéens, excepté le Maroc, et pour la période 1960-68, c'est la croissance industrielle qui a contribué de manière décisive à la croissance économique globale. Quant à l'agriculture, elle semble en général avoir renforcé la croissance forte et affaibli la croissance faible, de façon que l'on puisse souscrire à l'affirmation que « la richesse agricole n'est pas le fait des pays agricoles » de la Méditerranée (17).

L'industrie (dans l'acception large du terme) semble bien avoir « démarré » dans tous les pays et à des taux de croissance importants. La structure interne de la croissance industrielle indique toutefois une prépondérance assez générale des branches industrielles autres que les industries manufacturières. La croissance des industries minières vient en tête dans six pays, celle de la branche « Electricité-Gaz-Eau » dans trois pays et celle des « travaux publics et bâtiment » dans deux.

Toutes ces données portent à une conclusion : la période examinée peut être en gros considérée comme celle de la première mise en valeur des ressources les plus facilement accessibles des Pays Méditerranéens parallèlement à une intense préparation de l'espace économique pour la continuation et l'intensification du processus. Quant aux autres activités industrielles, quelques remarques supplémentaires : l'importance du bâtiment et des travaux publics s'explique, on l'a vu, par les travaux d'infrastructure (routes, ponts, etc.), mais aussi pour de nombreux pays par l'importance galopante qu'occupe dans leur économie l'« industrie » du tourisme, érigé dans certains parmi eux (Grèce, Espagne...) en priorité quasi indiscutable et dont les effets « déformants » sur l'allocation des ressources ont encore récemment été dénoncés par Joan Robinson dans une série de conférences à Athènes ; un autre facteur, avec des effets aussi déformants, de l'importance de cette branche est la tendance toujours tenace des capitaux étrangers à s'investir dans l'immobilier, investissement sûr et spéculatif s'il en fut. La branche « Electricité-Gaz-Eau », selon les dernières informations disponibles, continue et accentue sa croissance dans plusieurs pays, tels la Grèce, la RAE, la Syrie et la Turquie. Le tableau 3 indique les réalisations de la période 1960-68, ainsi que la distance qui sépare encore, si on compare les données des Pays examinés ici et celles de la France et de l'Italie, concernant la production et la consommation d'énergie électrique.

Les taux d'investissements

Les taux d'investissements, variables mais généralement élevés, que l'on trouvera dans les deux dernières colonnes du tableau 4 (année 1969) peuvent être utilement comparés aux données du

même tableau pour les périodes 1960-62 et 1966-68, qui analysent le financement des investissements par l'épargne formée à l'intérieur des pays et celle qui est « fournie » par l'extérieur (rapportées au PIB).

La première série de chiffres indique un investissement remarquablement élevé pour la plupart des Pays Méditerranéens, à l'exception du Maroc, de la RAE et de la Syrie, ainsi que du Portugal et de la Turquie (comparées aux autres Pays Méditerranéens européens). Nous ne possédons pas des données homogènes pour tous les pays en ce qui concerne la ventilation de ces investissements. Les sources de l'OCDE (brochures par pays, etc.) indiquent que la part de l'investissement qui va à l'équipement et à l'outillage était de 52 % pour l'Espagne, 40 % pour la Grèce, 41 % pour le Portugal, le reste étant consacré aux logements et aux constructions de toute sorte (voir les remarques du paragraphe précédent). En Algérie, 45 % de l'investissement prévu dans le Plan quadriennal est destiné à l'industrie (hydrocarbures, industrie de transformation, métallurgie mécanique y représentant les neuf dixièmes, les mines et l'électricité un dixième), 15 % à l'agriculture, un peu plus aux infrastructures, le reste allant à l'éducation, la formation, le tourisme, etc. (18). En Egypte l'investissement industriel représentait 45,6 % du budget d'investissement en 1970-71 et 42,1 % en 1971-72. En Syrie 58,6 % des investissements prévus dans le troisième plan quinquennal (1971-75) sont consacrés au barrage de l'Euphrate (24,7 %), à l'industrie (18,2 %) et à l'énergie (15,7 %) (19). Ces indications disparates tendent à confirmer les hypothèses que nous formulons plus haut sur le rôle et la nature de la croissance industrielle dans les Pays Méditerranéens. On peut cependant discerner dès maintenant quelques différences parmi les cas examinés : les pays européens et surtout l'Espagne, ainsi que l'Algérie à un niveau différent, semblent engagés dans un processus d'industrialisation qui dépasse la simple mise en valeur des matières premières et la construction d'infrastructures. Le cas de la RAE serait sans doute à classer avec ce groupe, surtout sur la foi de données antérieures à la guerre de 1967 ; depuis, une énorme part du PIB du pays est consacrée aux dépenses militaires (environ 35 %) ce qui, combiné à d'autres processus d'ordre socio-politique, conduit à un blocage du développement économique et social.

La ventilation du financement de l'investissement entre l'épargne intérieure et l'épargne extérieure présentée dans les premières colonnes du tableau 4 indique l'importance globale du capital étranger dans le développement économique des Pays Méditerranéens. Pendant la période 1966-68 il occupe environ 75 % des investissements en Israël, plus de 60 % au Liban, environ 50 % en Tunisie, plus de 30 % en Grèce, environ 15 % en Espagne, au Maroc et au Portugal et un peu moins de 10 % en Turquie. Les autres pays

reçoivent une partie insignifiante de financement étranger, tout au moins sous la forme d'investissement ; quant à la Libye, elle « exporte » autant de capital qu'elle en investit sur place. Notons que cette situation ne semble pas avoir changé au vu des dernières informations disponibles, mais nous y reviendrons plus bas ; ajoutons simplement ici qu'en Algérie, toujours dans le plan quadriennal, on prévoyait une contribution étrangère de l'ordre de 25 % de l'investissement prévu, mais les formes de participation prévues ne permettent pas en fait d'assimiler la totalité de cet apport à un investissement étranger courant.

Entre les deux périodes indiquées dans ce tableau, on peut remarquer un ralentissement sensible des apports étrangers dans le financement des investissements d'un grand nombre de pays, ce qui concorde avec les remarques faites plus haut. Ces changements (augmentation pour l'Espagne, le Maroc, la Tunisie et le Liban, diminution pour les autres, importante surtout pour l'Algérie, la Libye, la RAE et la Syrie) sont assez difficiles à analyser dans leur totalité. Des causes politiques ont sans doute été décisives pour certains cas de diminution importante ; pour les autres cas on ne peut pas avec les données actuelles faire la part du structurel et du conjoncturel (évident toutefois pour la Grèce et la Turquie, si on juge par l'évolution récente).

L'INDUSTRIE DANS LES ÉCONOMIES DES PAYS MÉDITERRANÉENS

Dans les tableaux 5 à 11 nous avons réuni, de sources fort diverses, des données statistiques qui nous aideront à approfondir certains points déjà mis en relief dans les paragraphes précédents. Une importance particulière est accordée aux industries minières et surtout aux industries manufacturières qui constituent l'essentiel d'un processus d'industrialisation.

Part de l'industrie

Dans le tableau 5 on trouvera des données sur la part de l'industrie en général et celle des industries manufacturières dans la production des Pays Méditerranéens ; les données ne sont pas absolument comparables, étant donné qu'elles sont rapportées au PIB pour la plupart des pays, mais aussi pour certains au PNB ou au RN, selon la source ou les possibilités de calcul. De toute façon l'image générale change peu. La part relative de l'industrie tourne autour de 40 % pour trois pays seulement et autour de 30 % pour encore quatre. La part des industries manufacturières est bien plus modeste, sauf pour l'Espagne, le Portugal et un peu plus loin Israël. La part des industries manufacturières dans l'industrie totale est aussi très variable : autour de

TABLEAU 5

Parts de l'industrie et des industries manufacturières dans les P.I.B., P.N.B. ou R.N.

	Ensemble de l'industrie (1)	Industries manufacturières
Espagne	39,0	29,9 (68)
Grèce	31,1	19,1 (68)
Portugal	43,6	36,2 (68)
Turquie	26,5	18,2 (68)
Yougoslavie	42,0	—
Algérie	35,0	17,2 (69)
Libye	—	10,0 (72)
Maroc	28,0	17,0 (68-70)
Tunisie	25,7	15,0 (70)
Israël	34,6	24,6 (70)
Liban	—	12,9 (68)
R.A.E.	—	20,5 (71)
Syrie	16,4	12,8 (68)

(1) Données de 1968.

Sources : *National Accounts of the OECD countries, 1950-1968*, (P.I.B. au coût des facteurs, Espagne, Grèce, Portugal, Turquie).
Middle East and North Africa, 1972-1973 (P.I.B. ou P.N.B., Libye, Maroc, Tunisie, Israël, R.A.E.).
 M. Chatelus : *L'industrialisation au Moyen-Orient et au Proche-Orient*, Études économiques, Beyrouth, 1971 (Liban, Syrie).
Tableaux de l'économie algérienne, 1971 (P.I.B., dont le pétrole pour la colonne 1).

TABLEAU 6

Emploi industriel, émigration, chômage

	Emploi industriel en % de la population active (1)	Émigration totale (× 1 000) (2)	Chômage (× 1 000) (2)
Espagne	16,0	1 000	—
Grèce	10,6	425	—
Portugal	9,5	302	—
Turquie	10,4	700	—
Yougoslavie	13,7	678	360 (1969)
Algérie	6,2-8,2	500-700	870 (1966)
Libye	(16,5)	—	—
Maroc	4,0	240	1 000 (1972)
Tunisie	4,7	63	400 (1964)
Israël	20,0	—	—
Liban	12,0	—	32 (1972)
R.A.E.	14,9	—	—
Syrie	9,5	—	(4,3 % de la force de travail)

(1) 1968.

(2) Données fragmentaires, à titre indicatif.

Sources : M. Chatelus : *op. cit.*
National accounts of OECD countries 1950-1968, OECD, Paris.
 M.E.N.A., *op. cit.*
Tableaux de l'économie algérienne (Secrétariat au Plan), 1971.
 Banque algérienne de Développement : *brochure*.

Pour le chômage : *Le Monde* du 29-5-73 (Maroc).

Poncet : *Le sous-développement vaincu?*, Éditions sociales.

Images économiques du monde, SEDES (Yougoslavie).

Pour l'émigration : *Annuaire des pays méditerranéens*, I.A.M. Montpellier, 1973.

Economist : *The Maghreb, a survey*, 11-3-72.

75 % pour l'Espagne, le Portugal, la Syrie et Israël, environ 65 % pour la Grèce, la Turquie, moins ou bien moins pour les autres. La faiblesse des industries manufacturières dans la plupart des Pays Méditerranéens est leur première caractéristique que nous constaterons ici avant l'examen plus détaillé qui suit.

L'emploi industriel

Cette faiblesse est aussi illustrée par la part de l'emploi dans les industries manufacturières de la population active des Pays Méditerranéens. Les données du tableau 6 sont certainement les plus hétérogènes de ce document, étant donné la diversité des sources, des années de référence (des estimations assez sommaires ont été nécessaires, notamment pour la population active) et des définitions (qu'il a fallu quelquefois prendre telles quelles dans la seule source disponible, notamment pour le Liban et la Syrie), ainsi que de l'absence de données détaillées dans les sources (ainsi pour la Libye, le chiffre mis entre parenthèses indique l'emploi industriel total). Ainsi ce tableau n'a qu'une valeur relative et, pourtant, dans une grande mesure, illustrative. La faiblesse de ces pourcentages signale un problème capital du processus d'industrialisation en Méditerranée et d'ailleurs un peu partout dans le monde : ce processus n'est pas arrivé à offrir du travail aux masses de chômeurs et de marginaux qui se dessinent en filigrane dans les données démographiques. Nous avons cru utile de mettre à côté de ces chiffres des données fragmentaires sur l'émigration et le chômage dans quelques Pays Méditerranéens. Le manque de données précises concernant le chômage dans la plupart des autres Pays Méditerranéens ne devrait pas faire croire qu'un phénomène analogue en nature et en grandeur y est moins important. Sans s'étendre davantage ici sur des données qui parlent d'elles-mêmes, notons seulement une seconde caractéristique assez générale de l'industrie manufacturière des Pays Méditerranéens, à savoir l'incapacité dans laquelle elle s'est trouvée pendant cette période de jouer un rôle moteur dans le changement de la structure socio-professionnelle, ni celui d'assurer l'absorption d'une partie significative du sous-emploi.

Exportations et importations

Nous avons résumé les exportations et les importations non-agricoles des Pays Méditerranéens en deux catégories (tableau 7) selon la classification type du commerce international (CTCI) : dans la catégorie qui comprend les sections 2 et 3 de la CTCI se trouvent principalement les matières premières et les carburants, dans la catégorie qui comprend les sections 5-8 se trouvent les produits proprement industriels. Les exportateurs de produits industriels les

TABLEAU 7
Part des produits industriels dans le commerce extérieur
(moyenne 1966-1968)
(Sections C.T.C.I. : 2-3 et 5-8)

	Exportations		Importations	
	2-3	5-8	2-3	5-8
Espagne.	11,6	47,0	28,0	56,0
Grèce	19,4	21,9	17,1	68,9
Portugal	11,9	62,4	22,9	62,5
Turquie	37,1	6,2	14,9	82,5
Yougoslavie.	10,6	65,1	17,2	70,8
Algérie.	(81,5) (1)	(3,8)	(31,4)	(52,1)
Libye.	100,0	—	5,8	78,5
Maroc	40,9	7,7	12,6	53,1
Tunisie.	40,7	12,6	12,8	59,7
Israël	4,1	69,6	17,8	66,8
Liban.	—	(21) (2)	—	—
R.A.E.	57,2	23,0	16,1	50,0
Syrie.	54,8	11,8	18,1	60,3

(1) 1968.
(2) 1967.

Sources : M. Papayannakis : *Étude du Commerce international en Méditerranée*, Options méditerranéennes n° 15.
J. F. Riva Roveda : *Le commerce extérieur de l'Algérie* (thèse), 1972, annexes XIX, XX.
M. Chatelus : *op. cit.*

plus importants sont le Portugal, la Yougoslavie, Israël et l'Espagne. Les autres pays sont surtout des exportateurs de matières premières. Presque tous les Pays Méditerranéens sont des importateurs considérables de produits industriels, mais seulement un certain nombre d'entre-eux ont aussi des importations élevées de matières premières et de carburants (Espagne, Portugal, Syrie, Grèce, Algérie, Yougoslavie, Israël...). Cette distinction ne recouvre pas seulement la division entre ceux qui sont bien fournis en matières premières sur place et les autres, mais aussi et surtout elle indique indirectement une part importante, du moins pour certains de ces pays, de l'approvisionnement de leurs industries en inputs au marché mondial, phénomène naturel dans une certaine mesure mais aussi caractéristique de leur intégration dans ce même marché mondial.

Les principales branches industrielles

Pour en revenir aux caractéristiques des industries manufacturières, le tableau 8 donne une idée plus précise de la structure interne de celles-ci en essayant d'y distinguer les branches les plus importantes par rapport à la production totale. Dans les cas appropriés on trouve la place que chaque branche occupe et, si possible, le pourcentage de sa contribution au total. Le groupe qui comprend les industries alimentaires, les boissons et le tabac vient en tête dans tous les Pays Méditerranéens non-européens, excepté la

Syrie. Dans les Pays Méditerranéens européens (excepté la Yougoslavie) et en Syrie la première place revient aux textiles. Dans l'ensemble, et après une étude « croisée » (importance de la place occupée « multipliée » par la fréquence de présence à cette place) les industries les plus importantes dans l'ensemble des Pays se classent comme suit : a) industries alimentaires, boissons et tabacs b) textiles c) industries mécaniques d) sidérurgie et métallurgie e) industries chimiques f) ciment et produits de ciment g) bois et meubles h) équipement électrique. Étant donné la diversité des définitions, le nombre relativement peu élevé de pays et de branches retenues, il ne faudrait attacher une grande importance à ce tableau, excepté pour les cas qui présentent suffisamment d'universalité pour éliminer ces imperfections. La prédominance des industries alimentaires et textiles dans l'ensemble des Pays Méditerranéens n'est pas discutable. Leur caractère d'industries très liées au secteur agricole n'est pas non plus sans signification nette. Si les liens du premier groupe avec le marché intérieur semblent évidents, les textiles en revanche semblent être parmi les produits industriels les plus exportés. Le tableau 9 est très éloquent sur ce point. Pour le compléter signalons que cinq des pays examinés ici figurent parmi les 10 premiers exportateurs de textiles de vêtements du monde : Portugal (6,3 % des exportations mondiales), Yougoslavie (4,3 %), RAE (3,7 %), Espagne (3,5 %), Israël (2,4 %).

Les indications du paragraphe précédent sont complétées par les informa-

TABLEAU 8

 Place de quelques branches dans l'ensemble de la production industrielle
 (ordre d'importance ou %)

	Industries aliment. et Tabacs	Textiles	Sidérurgie	Industries chimiques	Industries mécaniques	Bois et meubles	Ciment	Équipement électrique	Année
Espagne									1970
Grèce	4 ^o (10,2)	1 ^o (16,4)	2 ^o (11,2)	3 ^o (10,9)					
Portugal		1 ^o							
Turquie	4 ^o	1 ^o (16,5)	2 ^o				3 ^o		1969-70
Yougoslavie.	4 ^o	2 ^o			1 ^o	3 ^o			
Algérie.	1 ^o (33)	3 ^o (12)	2 ^o (22-24)	4 ^o (9)					1969
Libye.	1 ^o (57)			2 ^o (16)			3 ^o (8)		1970
Maroc	1 ^o	2 ^o		4 ^o	3 ^o				1970
Tunisie	1 ^o								1969-70
Israël.	1 ^o	3 ^o			2 ^o			4 ^o	1970
Liban.	1 ^o (44) (1)				3 ^o (7)	2 ^o (29)			1969-70
R.A.E.	4 ^o (29,4)	2 ^o (28,7)		4 ^o (11,0)	3 ^o (12,1)				1970
Syrie.	2 ^o (23)	1 ^o (45)					3 ^o (14)		1970

(1) Y compris les textiles.

Sources : Middle East and North Africa.

Service National des Statistiques de Grèce.

L'Europe Méditerranéenne (par A. Blanc, M. Droin, B. Kayser), P.U.F.

Images économiques du monde, B.E.D.E.S., Paris, 1969.

Tableaux de l'économie algérienne, 1971.

tions contenues dans les tableaux 10 et 11 qui illustrent la production en 1969 de certains produits miniers et manufacturés. Ils sont là pour fonder nombre d'affirmations et d'hypothèses exprimées tout le long de ce texte.

Il faut cependant corriger un peu l'image, donnée par les commentaires précédents, de la structure de l'industrie manufacturière des Pays Méditerranéens. Des données diverses et récentes indiquent un développement très rapide d'un certain nombre d'industries qui ont des chances de modifier, si ce n'est déjà fait, cette image pour quelques-uns de ces pays : pour ne pas se perdre dans les détails, citons les cas les plus marquants : très rapide développement des chantiers navals en Espagne (devenue cinquième exportateur du monde) et en Grèce (centre déjà important de réparations et, de plus en plus, de construction), développement aussi rapide de la construction automobile en Yougoslavie et en Espagne (surtout après l'installation de Ford à Valence), développement du raffinage et autres industries du pétrole en Espagne, Grèce, Yougoslavie, Algérie, Syrie, Liban, Israël..., projets avancés de développement de l'industrie de l'alumine en Grèce (déjà productrice et grande exportatrice), en Yougoslavie..., développement des industries électriques et électroniques en Espagne, en Israël..., des industries mécaniques en Algérie, en Grèce, en Espagne (20).

Nous n'avons fait que très peu mention, dans ce travail, du pétrole, production importante pour certains Pays Méditerranéens et source précieuse de financement et même d'industrialisation. Il s'agit toutefois d'un cas très particulier qui ne peut être traité qu'à part (21).

TABLEAU 9

 Évolution des exportations de textiles (1960-1970)
 (croissance en % pour la décennie)

	Exportation de filés	Exportation de filés (autres que coton)	Exportation de tissés	Exportation de vêtements
Espagne	62	73	— 39	750
Grèce	868	26 778	1 351	5 800
Portugal	271	1 825	106	2 200
Turquie	13 434	359	98	
Yougoslavie.	5 243	2 541	169	— (1)
Algérie.				
Libye.				
Maroc				
Tunisie				
Israël.	277	986	749	150
Liban.				
R.A.E.	104	59	58	2 200
Syrie.				

(1) Données de base inexistantes. Les exportations, cependant, ont été importantes en 1970.

Source : G.A.T.T., Groupe de Travail sur les Textiles ; données publiées in Telex-Méditerranée n° 21

De même les données concernant l'emploi mériteraient un approfondissement. Elles seront ultérieurement étudiées.

**

Résumons rapidement les principales conclusions que l'on peut tirer de ou fonder sur l'exposé qui précède.

Dans la grande majorité des Pays Méditerranéens, la production industrielle a augmenté assez ou très rapi-

dement au cours de la dernière décennie. On observe presque partout une constitution rapide ou très rapide d'infrastructures énergétiques routières et autres. L'industrie manufacturière connaît une évolution analogue, mais son importance varie sur les deux rives de la Méditerranée.

Les industries liées plutôt aux secteurs « primaires », les industries « légères » plus généralement, occupent la place la plus importante dans l'ensemble des Pays Méditerranéens ; mais

TABLEAU 10

La production minière en 1969
 (en milliers de tonnes métriques)

	Houille	Lignite	Minerai Fer	Bauxite	Minerai Chrom	Minerai Cuivre	Minerai Plomb	Minerai Zinc	Soufre	Phosph. naturel	Pétrole brut	Gaz (10 ⁶ m ³)	Minerai Antim.
Espagne . . .	11 627	2 740	3 267	5	—	10,6	71,7	84,3	1 234	—	190	1	121
Grèce . . .	—	6 700	200	1 899	—	—	5,6	9,3	114	—	—	—	—
Portugal . . .	416	8	80	—	—	4,1	1,8	1,1	239	—	—	—	—
Turquie . . .	4 684	4 356	1 411	—	259,5	26,7	6,3	18,8	86	—	3 599	—	2 383
Yougosl. . .	682	25 815	1 051	2 128	9,6	81,7	118,0	96,7	122	—	2 699	730	2 067
Algérie . . .	17	—	1 599	—	—	0,6	7,9	21,6	24	420	43 841	2 985	—
Libye . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	149 702	—	—
Maroc . . .	397	—	412	—	—	2,8	80,0	32,4	—	10 662	58	42	1 563
Tunisie . . .	—	—	515	—	—	—	23,7	9,2	—	2 599	3 708	9	—
Israël . . .	—	—	—	—	—	10,7	—	—	—	986	2 599	141	—
Liban . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
R.A.E. . . .	—	—	230	—	—	—	—	—	43	660	12 963	71	—
Syrie . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2 289	—	—

Scurce : Annuaire statistique de l'O.N.U., 1970, New York, 1971.

TABLEAU 11

Industries manufacturières - Production 1969
 (en milliers de tonnes métriques)

	Engrais azorés	Total des produits dérivés du Pétrole	Ciment	Fonte et ferro- alliages	Acier brut	Alumi- nium	Filés de coton	Filés de laine	Acide sulfu- rique	Pneuma- tiques Enve- loppes en milliers
Espagne	543,3	27 141	15 873	3 300	5 911	156,5	121,0	36,4	2 100	7 438
Grèce	146,0	4 415	4 800	—	210	81,7	37,1	12,5	665	—
Portugal	117,0	2 012	2 035	344	402	0,5	85,1	16,8	464	1 068
Turquie	52,2	6 276	5 975	948	1 170	—	37,1	28,2	30	—
Yougoslavie	183,3	5 289	3 964	1 288	220	48,4	102,9	36,4	696	2 293
Algérie	—	2 137	949	—	18	—	6,9	0,5	48	307
Libye	—	450	—	—	—	—	—	—	—	—
Maroc	4,6	1 332	1 165	—	—	—	11,0	2,0	27	391
Tunisie	—	973	603	131	100	—	—	—	388	96
Israël	27,8	5 003	1 312	—	85	—	23,5	4,3	185	1 238
Liban	13,0	1 779	1 253	—	—	—	—	—	—	—
R.A.U.	103,0	3 007	3 613	423	190	—	162,4	10,2	260	386
Syrie	—	1 308	933	—	—	—	21,7	1,5	—	—

d'autres industries, en particulier des industries « lourdes », se développent à un rythme accéléré dans nombre de pays, certainement dans ceux de la rive nord, mais aussi dans quelques pays de la rive sud.

La formation d'une classe ouvrière moderne est lente ou très lente et sa place dans l'ensemble de la population active est faible ou très faible. En revanche, le salariat se développerait assez rapidement dans des nombreux pays.

L'industrie ne semble pas avoir réussi de diminuer ou d'absorber les phéno-

mènes certains de marginalisation de parties importantes des populations de nombreux Pays Méditerranéens. Cette constatation permet de discerner des difficultés aussi certaines de « diffusion » des effets de processus d'industrialisation dans l'ensemble de la formation sociale de ces pays. Des « corrections » assez importantes à ces phénomènes de « marginalisation » semblent avoir été apportées par le gonflement du « tertiaire » et par des forts courants d'émigration. Pour certains pays une bonne partie de « leur » classe ouvrière se trouve dans les économies « centrales ».

Dans un grand nombre de Pays Méditerranéens les entreprises que l'on pourrait facilement classer dans la « grande industrie » sont relativement rares et coexistent avec un grand nombre d'entreprises de petite taille et de ce fait plus proches de l'artisanat, vu que rien n'indique une tendance significative de les réunir, techniquement parlant, dans des ensembles intégrés. Ceci est à distinguer de l'« intégration financière », qui semble avancée dans bien des Pays Méditerranéens.

Si l'intégration des industries méditerranéennes dans les économies locales, du point de vue de leurs inputs,

semble évidente et normale (vu la nature de leurs activités) leur intégration, du point de vue de leur output, semble bien plus douteuse, en particulier pour les industries qui produisent des marchandises autres que celles de consommation très courante dans le pays (qui occupent une place importante, mais en déclin relatif ou absolu, dans l'ensemble).

Restent évidemment à examiner des questions de première importance, comme l'Etat et sa politique industrielle, le capital international et ses interférences avec celle-ci, ainsi que tous les problèmes liés à la formation (dans tous les sens du terme), l'encadrement et la « surveillance » de la classe ouvrière. Les stratégies industrielles, les plans et les projets, etc. pourraient ainsi être bien situés dans l'ensemble des rapports socio-économiques.

Il restera à étudier ultérieurement les processus d'industrialisation dans les pays du Bassin Méditerranéen en en faisant l'analyse et la critique.

NOTES

(1) K. MARX : *Le machinisme et la grande industrie*, Capital, livre 1, tome 2, p. 71. Editions Sociales.

(2) DE BERNIS : *Les industries industrialisantes et les options algériennes*, revue. Tiers-Monde, juillet-septembre 1971.

(3) Voir l'analyse systématique de DE BERNIS, in « Monde diplomatique », déc. 1971.

(4) Cf. P. DESPRAIRIES : *L'industrialisation du Bassin Méditerranéen*, in Revue de la Défense Nationale, mars 1971; Marie-Françoise DELORD : *Centres industriels - analyse*, in Cahiers Méditerranéens, n° 5.

(5) Cf. par exemple A. ALEXANDER : *Turkey*, in « Economic Development », par Pepe-lassis, Mears, Adelman, Ed. Harper's International Student.

(6) Voir entre autres « *L'Europe Méditerranéenne* » par A. BLANC, M. DRAIN et B. KAYSER, PUF.

(7) Voir par exemple les ouvrages et analyses de R. LAFONT et le « Petit livre de l'Occitanie », Maspéro.

(8) Cf. Ch. ESSAWI : *L'Egypte depuis 1800...*, in the Journal of Economic History, march 1961.

(9) Voir le cas extrême et anecdotique du sultan Abdul Hamit II interdisant l'électricité pour ne pas heurter des groupes religieux (interdiction non applicable aux activités des étrangers), M. CHATELUS : *L'industrialisation des pays arabes du Moyen-Orient*, in Proche Orient, Etudes Economiques, janvier-juin 1971, Beyrouth.

(10) Une analyse des débuts du système yougoslave est faite notamment par Gilles MARTINET, in « Les cinq communismes », Ed. Seuil.

(11) Pour les débuts de l'industrialisation en Grèce, voir plusieurs articles publiés récemment in *Oikonomikos Tachydromos*, notamment l'analyse du Pr. L. NICOLAIDIS, P.D.G. de la Société *Larco*, grand producteur et exportateur de nickel. (16-12-1971).

(12) Voir notamment « Middle East and North Africa », a reference and survey book, Ed. Europa, 1972-73 (M.E.N.A.).

(13) Voir aussi « Europe Méditerranéenne », *op. cit.*

(14) R. GALISSOT : *L'économie de l'Afrique du Nord*, PUF.

(15) M.E.N.A. *op. cit.*; M. CHATELUS *op. cit.*

(16) Données recueillies in M.E.N.A. *op. cit.*; « Révolution Africaine », Alger, divers numéros, *To Vima*, Athènes, divers numéros.

(17) Pour l'agriculture méditerranéenne voir notamment : L. MALASSIS et P. PAPAYANNAKIS, *Introduction à l'analyse statistique de l'économie agricole des P.M.* in « Options », n° 8; L. MALASSIS, *Agriculture et développement méditerranéen*, in « Economie Méridionale » n° 19, juillet-septembre 1972.

(18) Voir notamment revue « Maghreb », n° 40.

(19) M.E.N.A. *op. cit.*

(20) Informations réunies à partir de diverses publications : Telex-Méditerranée (Bruxelles), Oikonomikos Tachydromos (Athènes), M.E.N.A. (Londres), Jeune Afrique (Paris), Afrique-Asie (Paris).

(21) Voir pour ce chapitre le n° 7 des Cahiers Méditerranéens consacré à l'économie pétrolière dans les Pays de la Méditerranée.

